



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 28 février 2022

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel convergent, indiquant un rebond des activités manufacturières

Banque et finance ([ici](#))

Retraite : « le programme pilote de gestion de patrimoine de retraite » est étendu, participant au développement du recours à l'épargne privé pour l'assurance vieillesse

Finance : « le rapport du marché de la gestion de patrimoine chinois 2021 » a été publié, montrant un fort développement du marché

Immobilier : dans le contexte d'une poursuite du ralentissement du marché immobilier, plusieurs municipalités locales mettent en œuvre des mesures visant à son redémarrage

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine-US : l'USTR met en exergue les pratiques économiques déloyales de la Chine dans son rapport annuel

Relations Chine-Russie : la Chine lève les restrictions sur les importations de blé russe

Climat des affaires ([ici](#))

ALE : des gouvernements locaux chinois publient des plans de mise en œuvre du Partenariat économique régional global (RCEP)

Industrie et numérique ([ici](#))

Politique industrielle : Xi Jinping appelle à créer des entreprises (d'Etat) de premier rang mondial dans le secteur des télécommunications

Politique industrielle : le Ministre de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) Xiao Yaqing affiche sa satisfaction dans la trajectoire industrielle du pays

Internet : Yahoo Mail se retire du marché chinois

Jeux vidéo : face à un environnement réglementaire plus restrictif, certains acteurs pourraient se tourner vers les marchés étrangers

Entreprises : Huawei continue de chercher des relais de croissance

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : baisse de 3,8% de l'intensité carbone de l'économie chinoise en 2021 malgré une hausse de la consommation de charbon

Energie : nouvelle étape franchie pour le déploiement d'un gazoduc entre la Russie et la Chine, bien qu'à court terme les industriels chinois soient encouragés à chercher des alternatives aux commodités énergétiques russes face aux sanctions occidentales

Transport aérien : Air France maintient son exploitation vers la Chine, en contournant la Russie

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Zhejiang : Huzhou va devenir une zone pilote de financement vert

Zhejiang : plans pour la prospérité commune dans le « triangle de fer » du Zhejiang (Hangzhou, Ningbo, Wenzhou)

Anhui : création d'un pôle stratégique pour les industries émergentes à Hefei pendant le 14e plan (2021-2025)

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Accélération des départs : Hong Kong enregistre un flux net sortant de 71 354 personnes au cours du mois de février, soit près de 1% du total de la population locale

Flux de capitaux : le dollar hongkongais poursuit sa baisse face au dollar US

Bourse : forte contraction du titre de l'opérateur de la bourse de Hong Kong HKEX suite à des résultats jugés décevants au 2^{ème} semestre

Bourse : la contraction du HSI se poursuit

Macao

Renouvellement des licences des casinos : les licences des six casinos de Macao sont prolongées de six mois jusqu'au 31 décembre 2022

Revenus de l'industrie du jeu : en hausse en février de 6% en g.a.

Taiwan [\(ici\)](#)

Crise ukrainienne : l'exposition financière de Taiwan en Russie et en Ukraine estimée à 7 Md EUR

PIB : les chiffres de la croissance économique en 2021 ont été revus à la hausse à 6,45%

Balance des paiements : l'excédent du compte courant a atteint 116 Mds USD en 2021

Finance: CTBC nommée banque la plus valorisée à Taiwan

UMC : le deuxième fondeur taïwanais renforce ses capacités de production à Singapour et à Taiwan

Semi-conducteurs : un environnement en pleine évolution

Mobilité électrique : Foxconn et Yulon livrent leur premier bus électrique à la ville de Kaohsiung

Chine continentale

Conjoncture

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel convergent, indiquant un rebond des activités manufacturières.

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit](#) rebondit au-dessus du seuil d'expansion, à 50,4 en février (contre 49,1 en janvier), devant l'augmentation de la production et les nouvelles commandes et l'amélioration de la situation de l'emploi. Certaines entreprises manufacturières signalent une amélioration des conditions du marché et de la demande domestique, selon Caixin. Cependant, la pandémie continue de peser sur la demande extérieure, les nouvelles commandes à l'exportation, en contraction depuis août, poursuivant leur baisse.

[L'indice PMI manufacturier officiel](#) se relève légèrement à 50,2 en février (contre 50,1 en janvier). Cette évolution s'explique principalement par la hausse de ses sous-indices des nouvelles commandes (50,7 contre 49,3) et de l'emploi (49,2 contre 48,9). L'indice des nouvelles commandes à l'exportation augmente également mais reste sous le seuil d'expansion depuis le dixième mois consécutifs (49,0 contre 48,4). Il convient par ailleurs de noter la poursuite de la pression inflationniste : les sous-indices des prix des intrants et des prix au départ d'usine montent fortement en février, respectivement à 60,0 et 54,1, contre 56,4 et 50,9 en janvier. En revanche, le sous-indice de la production s'abaisse à 50,4 en février (contre 50,9 en janvier). En outre, le ralentissement économique a notamment eu un impact sur les petites entreprises : les PMI manufacturiers officiels des grandes entreprises et des moyennes entreprises s'élèvent respectivement à 51,8 et 51,4 en février (contre 51,6 et 50,5 en janvier), tandis que celui des petites entreprises continue de tomber à 45,1 (contre 46,0 en janvier).

[Le PMI non manufacturier officiel](#) augmente également à 51,6 en février (contre 51,1 en janvier). Cette hausse s'explique surtout par les sous-indices des prix des intrants (53,9 contre 52,1), de l'emploi (48,0 contre 46,9), et des nouvelles commandes à l'exportation (48,1 contre 46,0). Par contre, le sous-indice des nouvelles commandes s'abaisse à 47,6 en février (contre 47,8 en janvier).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Retraite: « le programme pilote de gestion de patrimoine de retraite » est étendu, participant au développement du recours à l'épargne privé pour l'assurance vieillesse.

[« Le programme pilote de gestion de patrimoine de retraite » initialement lancé à Wuhan, Chengdu, Shenzhen et Qingdao en septembre 2021](#) est étendu à dix villes à partir du 1er mars 2022, y compris Pékin, Shenyang, Changchun, Shanghai, Wuhan, Guangzhou, Chongqing, Chengdu, Qingdao et Shenzhen, selon [l'annonce de la CBIRC le 25 février](#). A l'origine, quatre filiales de gestion de patrimoine des banques commerciales (ICBC, CCB, China Merchant Bank et China Everbright Bank) étaient autorisées à proposer de tels produits d'épargne-retraite pour un montant plafonné à 10 Mds RMB (1,6 Md USD) chacune. L'extension permet également aux filiales de gestion de patrimoine de Bank of China, Agricultural Bank of China, Bank of Communications, Postal Savings Bank of China, Industrial Bank and China CITIC Bank de proposer de tels produits de retraite pour un montant de 10 Mds RMB au maximum pour chacune, le plafond d'encours pour les quatre filiales pilotes étant relevé à 50 Mds RMB (7,9 Mds USD) pour chacune. En outre, la coentreprise de gestion de patrimoine entre BlackRock Financial Management et CCB s'est vue accorder un quota de 10 Mds RMB de vente des produits de gestion de patrimoine de retraite à Canton et Chengdu pour un an de test, selon [l'annonce de la CBIRC le 11 février](#).

D'après les données de *Chinawealth.com*, jusqu'à présent, les quatre institutions pilotes ont établi 8 produits de gestion de patrimoine de retraite en utilisant au total 20,5 Mds RMB (3,2 Mds USD) sur le quota total accordé, les maturités de ces produits sont généralement supérieures à 3 ans et les taux de rendement varient entre 5 % et 8 % (beaucoup plus élevé que les autres produits émis par les filiales de gestion de patrimoine, se situant entre 4,1 % et 4,4 % en 2021). Les investissements sont essentiellement réalisés dans les marchés monétaire et obligataire. Pour rappel, la Chine a mis en place un système de retraite à trois piliers. Le premier – et principal – consiste en un programme public de retraite de base pour les résidents et les employés urbains et ruraux. Il est géré localement par les gouvernements provinciaux. Les fonds disponibles sont de 7800 Mds RMB, ce qui représente environ 80 % du total des fonds de pension en Chine. Comme pour d'autres pays connaissant les mêmes tendances démographiques, une potentielle crise de financement de ce dispositif assurantiel public se profile à l'horizon 2035. Le deuxième pilier consiste en des fonds investis par les employeurs sous la forme de « rentes d'entreprise » (sorte d'épargne salariale). Étant donné que les entreprises et les particuliers paient déjà des cotisations importantes pour le programme gouvernemental, ce type de financement est peu répandu (environ 20 % du total des actifs dédiés à la retraite). Les fonds du troisième pilier sont des polices d'assurance privées, qui restent encore embryonnaires (1,25 % du total des actifs dédiés à la retraite). C'est dans la perspective d'un développement de ce troisième pilier que s'inscrit ce programme pilote, bien que les produits concernés présentent des maturités plus courtes que des produits d'épargne retraite plus classiques.

Finance : « le rapport du marché de la gestion de patrimoine chinois 2021 » a été publié, montrant un fort développement du marché.

Le 26 février, le Centre d'enregistrement et de conservation de la gestion de patrimoine bancaire a publié [« le rapport relatif au marché de la gestion de patrimoine chinois 2021 »](#). A fin 2021, l'encours des produits de la gestion de patrimoine bancaire totalise 29 000 Mds RMB (4597 Mds USD), soit une augmentation de 12 % en glissement annuel et générant près de 1 000 Mds RMB (159 Mds USD) de rendements pour ses investisseurs en 2021. Depuis décembre 2018, les autorités chinoises ont approuvé la création de 29 sociétés de gestion de patrimoine. A fin 2021, le nombre d'investisseurs détenant des produits de gestion de patrimoine offerts par les

banques a atteint 81M, dont les investisseurs individuels représentent 99,23%. Le nombre d'investisseurs institutionnels a triplé depuis 2020, pour se porter à 482 900 en 2021.

Les destinations des fonds engagés sont, pour environ 25 000 Mds RMB (3963 Mds USD,) des obligations, des créances non standardisées (ex : titres de dette qui ne sont pas négociés sur le marché interbancaire ni les bourses d'échange, tels que les prêts fiduciaires, les lettres de change, les lettres de crédit, les créances clients etc.) et des actions non cotées, ce qui représente environ 8 % du *total social financing* en Chine. Concrètement, en 2021, les investissements des fonds de gestion de patrimoine dans les obligations vertes, dans des obligations spéciales telles que la prévention et le contrôle des épidémies, la revitalisation rurale et la réduction de la pauvreté et dans les PME ont dépassé respectivement 220 Mds RMB, 120 Mds RMB et 3 000 Mds RMB.

Pour mémoire, la CBIRC ont publié une série de mesures administratives pour les filiales de gestion de patrimoine des banques commerciales depuis avril 2018, visant à mettre fin aux garanties implicites des banques contre les pertes potentielles subies par les investisseurs. Si les règles devaient initialement entrer en vigueur à fin juin 2019, elles ne sont finalement entrées en vigueur que fin 2021. En conséquence, l'encours des « produits de gestion de patrimoine à garantie implicite (保本理财产品) » est passé de 4 000 Mds RMB (634 Mds USD) en 2018 à zéro fin 2021.

Immobilier : dans le contexte d'une poursuite du ralentissement du marché immobilier, plusieurs municipalités locales mettent en œuvre des mesures visant à son redémarrage.

Selon les données publiées par *China Real Estate Information Corp*, les ventes immobilières des 100 principaux promoteurs du pays ont atteint un montant total de 401,6 Mds RMB (63,6 Mds USD) en février, en baisse de 47,2 % en g.a. (contre -39,6 % en janvier). Sur un échantillon significatif de 28 villes chinoises considérées, les ventes immobilières par surface au sol ont chuté de 32 % en g.m. en février et de 35% en g.a. Bien que de nombreux promoteurs aient réduit leurs prix, deux facteurs tendent à expliquer la poursuite du ralentissement des ventes : (1) la confiance des acquéreurs et des ménages demeure significativement dégradée ; (2) ils tendent à surseoir à l'achat d'un bien immobilier, face à la poursuite de la baisse des prix. En février, les prix moyens des logements neufs sur un échantillon significatif de 100 villes ont augmenté de 0,03 % en g.m., après trois mois consécutifs de contraction, selon la *China Index Academy*.

Face à cette tendance, les régulateurs ont exhorté les banques commerciales à faciliter l'octroi de prêts immobiliers, conduisant les banques à réduire les taux des crédits hypothécaires. Les taux hypothécaires pour les logements neufs et d'occasion dans 103 villes significatives ont chuté de 9 points de base en février par rapport à janvier, s'établissant respectivement à 5,47% pour les logements neufs et 5,75% pour les logements d'occasion, selon les données compilées par le *Beike Research Institute*, un groupe de réflexion sur l'immobilier. En outre, depuis la mi-janvier, 15 provinces et villes chinoises (villes de l'Anhui, le Fujian, le Jiangxi, le Jiangsu, municipalité de Chongqing, etc) auraient mis en œuvre des mesures d'assouplissement relatives aux exigences en matière d'achat de logements, notamment en réduisant les exigences d'apport en capital, en octroyant des subventions à l'achat ou des conditions fiscales préférentielles. Leur but consiste à restaurer la confiance au sein du marché, soutenir la demande, et atténuer la crise de liquidité des promoteurs immobiliers. Ces mesures semblent avoir eu peu d'impact sur les ventes jusqu'à présent. Les autorités centrales pourraient se montrer de plus en plus facilitatrices à l'égard des mesures d'assouplissement des gouvernements locaux, dans le but d'atténuer le ralentissement du marché.

A titre d'exemple, à la mi-février, la ville de Heze (province du Shandong) a réduit la part d'apport initial pour l'achat de logement par les primo-accédants à 20% du montant du crédit hypothécaire, contre 30% auparavant, tout en baissant les taux des crédits hypothécaires. Début mars, la ville de Zhengzhou (province du Henan) a aussi lancé une série de mesures pour soutenir son marché immobilier atone. Sur le volet de la demande, les autorités ont annoncé l'abaissement du ratio d'apport initial à 30 % du montant du crédit hypothécaire (contre 60% auparavant) pour l'achat d'une résidence secondaire. Cette mesure s'applique à condition que l'emprunteur ait au préalable remboursé la totalité de ses crédits hypothécaires antérieurs. Il s'agit de la première ville chinoise d'importance (second rang) à prendre une telle mesure depuis 2016, selon Ping An Securities Co. Ltd. Les autorités de Zhengzhou ont également encouragé les institutions financières à financer les acheteurs de logements et à réduire les taux hypothécaires. Sur le volet de l'offre, elles ont annoncé (1) vouloir atténuer les tensions sur les liquidités des promoteurs, notamment en leur permettant d'allonger les délais de règlement des frais d'acquisition des terrains; (2) exhorter les banques à prolonger les délais de remboursement des prêts pour les promoteurs en difficulté et (3) offrir des conditions préférentielles aux banques qui octroient davantage de prêts aux promoteurs immobiliers.

La réduction du montant d'apport en capital a été l'un des principaux outils adoptés par les régulateurs chinois pour contrer les ralentissements du marché du logement en 2008 et 2014. Néanmoins, ces campagnes d'assouplissement avaient été orchestrées par le gouvernement central via des politiques nationales, alors que les mesures d'assouplissement actuelles sont menées par les autorités locales.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : l'USTR met en exergue les pratiques économiques déloyales de la Chine dans son rapport annuel

Le 1^{er} mars 2022, le bureau du représentant du Commerce américain (USTR) [a publié](#) son rapport annuel, ainsi que le plan de la politique commerciale américaine pour 2022.

Le rapport accuse la Chine de causer un préjudice important à l'économie américaine, et plus largement au commerce international, à travers ses pratiques commerciales déloyales. Le rapport pointe notamment du doigt « le manque de protection pour les salariés », « le régime environnemental insuffisant », ainsi que « les subventions anti-concurrentielles », comme les causes d'un « avantage comparatif artificiel ». Dans le domaine de la protection des salariés, le rapport souligne les déficiences en matière de liberté d'association, de droit d'organisation et de la négociation collective, ainsi que de travail forcé dans le Xinjiang (le *Uyghur Forced Labor Prevention Act* entrera en vigueur en juin 2022, interdisant toutes les importations en provenance de Xinjiang, sauf dérogation).

Pour faire face à ces pratiques, le rapport soulève en premier lieu que les Etats-Unis affronteront la Chine depuis une position de force. L'administration américaine envisage à cet effet d'utiliser « tous les outils existants » et à en créer de nouveaux si nécessaire. Enfin, selon ces rapports, il est essentiel que le gouvernement américain mette à nouveau l'accent sur la coopération avec ses partenaires et alliés, lesquels subissent également les conséquences préjudiciables du modèle économique chinois.

Le rapport indique parallèlement que l'USTR a relancé un processus d'exclusion tarifaire sur des produits ciblés en provenance de Chine, et laisse la porte ouverte à de nouvelles exclusion tarifaires dans le futur, afin de minimiser les coûts pesants sur les entreprises et salariés américains en conséquence des tensions commerciales.

Relations Chine-Russie : la Chine lève les restrictions sur les importations de blé russe

Le 23 février, l'administration générale des douanes chinoises (GACC) a [annoncé](#) l'autorisation des importations de blé en provenance de l'ensemble du territoire russe. Si cette annonce est intervenue le lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le gouvernement chinois avait approuvé cet assouplissement sur les importations de blé russe début février dans le cadre de la visite officielle de Poutine à Pékin.

La Chine avait partiellement repris les importations de blé en provenance de la Russie à partir de décembre 2015 (après les avoir entièrement interdites en 1997), maintenant toutefois en place des restrictions en raison de la présence de carie naine (*tilletia controversa*) - une maladie pouvant entraîner une grave perte de rendement pour le blé et d'autres cultures - dans certaines régions de Russie.

A travers cette nouvelle décision, Pékin cherche à sécuriser son approvisionnement en céréales dans un contexte de flambée des cours mondiaux des denrées alimentaires, atteignant [leur niveau le plus élevé depuis 10 ans](#). La levée de la restriction des importations intervient également opportunément pour la Chine, à un moment où

l'approvisionnement de céréales en provenance d'Ukraine semble sévèrement compromis. L'Ukraine était en 2021 le 3^{ème} fournisseur d'orge de la Chine (25,8 % des importations), loin devant la Russie (5,4 %)¹.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Selon les chiffres des douanes chinoises.

Climat des affaires

ALE : des gouvernements locaux chinois publient des plans de mise en œuvre du Partenariat économique régional global (RCEP)

Le 21 février, la municipalité de Shanghai a [publié](#) des mesures pour la mise en œuvre du Partenariat économique régional global (RCEP), visant à promouvoir le commerce « offshore » ² et la réexportation. Citant l'atout que constitue le dynamisme industriel de la municipalité, la circulaire vise à promouvoir l'industrie manufacturière de pointe, le commerce des services, et le commerce digital dans la région.

Le document signale que le gouvernement de Shanghai aidera les entreprises à accroître leurs importations de technologies avancées dans des secteurs tels que les circuits intégrés, les pièces automobiles et les appareils médicaux en provenance des pays membres au RCEP. La circulaire enjoint par ailleurs les acteurs économiques à profiter de l'accord pour sécuriser leurs importations en produits énergétiques et en matières premières, notamment agricoles, lesquels ont connu des pénuries dans le contexte de la pandémie.

D'autres gouvernements locaux ont également [publié](#) des mesures similaires. Les circulaires publiées par les provinces du Yunnan et de Jilin (toutes deux situées dans des zones frontalières) mettent l'accent sur le développement du commerce et de la logistique transfrontalière, et ce particulièrement pour l'exportation de produits agricoles locaux.

Pour rappel, le RCEP est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour 10 membres signataires de l'accord (Chine, Australie, Brunei, Cambodge, Japon, Laos, Nouvelle Zélande, Singapour, Thaïlande, Vietnam). L'accord est entré en vigueur le 1^{er} février 2022 pour la Corée du Sud et sera effectif en Malaisie à partir du 18 mars. La Birmanie, l'Indonésie, et les Philippines – les trois autres membres signataires – n'ont pas encore ratifié l'accord.

Retour au sommaire ([ici](#))

² Pour Shanghai, le commerce « offshore » est un type de commerce dont les fournisseurs et les acheteurs des biens ne se situent pas à Shanghai, bien que l'établissement mettant à disposition les capitaux pour les transactions soit enregistré à Shanghai.

Industrie et numérique

Politique industrielle : Xi Jinping appelle à créer des entreprises de premier rang mondial dans le secteur des télécommunications

A l'occasion de la 24^{ème} réunion de la Commission centrale pour l'approfondissement général de la réforme (中央全面深化改革委员会) qui s'est tenue le 28 février, Xi Jinping [a appelé](#) les entreprises chinoises de télécommunications, particulièrement les entreprises d'Etat (SOEs), à s'affirmer comme des groupes « de premier plan mondial » (世界一流企业) pour contribuer à faire de la Chine une « puissance du cyberspace » (网络强国) en tant que « représentantes du pays dans la compétition mondiale ». Celles-ci sont appelées à utiliser au mieux les ressources des marchés nationaux et internationaux pour développer des avantages comparatifs en développant des produits de haute qualités, « intelligents » et verts.

En matière technologique, le président chinois a notamment incité les entreprises nationales à présenter des offres technologiques intégrées de réseaux intelligents et sécurisés comprenant des technologies cloud, edge, terminaux.... Concernant l'innovation, considérée comme un élément fondamental pour un « développement de haute qualité », Xi Jinping a rappelé la tendance à l'intégration des mondes physiques et virtuels, évoquant même le concept de « métavers ». La nécessité pour la Chine de maîtriser les technologies-clés en renforçant l'innovation indigène est évidemment évoquée.

Politique industrielle : le Ministre de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) Xiao Yaqing affiche sa satisfaction dans la trajectoire industrielle du pays

Quelques jours avant les deux assemblées (两会), Xiao Yaqing s'est exprimé lors d'une [conférence de presse](#) le 28 février sur les réalisations et objectifs de la Chine en matière industrielle et numérique, affichant globalement une certaine satisfaction. Les revenus des grandes entreprises industrielles (规模以上) ont ainsi augmenté de 9,6% en 2021, soit un rythme légèrement supérieur à la croissance du PIB (8,1%), témoignant de l'importance du secteur industrielle dans l'économie chinoise malgré la volonté annoncée de développer la consommation. Surtout, les exportations de ces grandes entreprises ont cru de 17,7% en rythme annuel (8,3% sur deux ans). A noter également l'augmentation de la production de semi-conducteurs (+33%), l'utilisation de robots industriels (+44,9%), ou encore les ventes de véhicules à énergies nouvelles (+160%). Les revenus dans le secteur des télécommunications ont cru de 8% (1,4M de stations de base 5G déjà construites, 600 000 annoncées pour 2022) tandis que l'industrie des logiciels et services numériques était en croissance de 17,7%. Par ailleurs, 1,6 M d'entreprises participaient à des plateformes d'internet industriel tandis que près de 2000 projets de 5G+internet industriel étaient en cours.

Cependant, le ministre a identifié un certain nombre de faiblesses persistantes, notamment sur la compétitivité générale sur les technologies fondamentales de l'industrie manufacturière (logiciels industriels, équipements industriels avancés, métrologie...) ou sur la stabilité jugée insuffisante des chaînes d'approvisionnement. Le Ministre a en revanche nié l'existence d'un « fossé » entre le Nord et le Sud du pays en matière de production avancée, en réponse à un journaliste.

Xiao Yaqing a également souligné l'importance du secteur des semi-conducteurs et de la « coopération internationale » dans ce domaine. Dans le domaine automobile, où la pénurie de semi-conducteurs est particulièrement sévère, le gouvernement entend mener un travail de coordination pour optimiser l'allocation des ressources.

Internet : Yahoo Mail se retire du marché chinois

Yahoo Mail, seul service restant de Yahoo après un [premier retrait en novembre 2021](#), a désormais officiellement annoncé [son retrait](#) du marché chinois. Pour mémoire, Yahoo avait déjà mis un terme à sa présence physique en mars 2015 avec la fermeture de ses opérations R&D à Pékin. Lors de son retrait en novembre dernier, Yahoo avait cité un environnement réglementaire de plus en plus difficile. En 2021 sont en effet entrées en vigueur deux lois restrictives sur le stockage et le transfert de données (loi sur la sécurité des données ; loi sur la protection des données personnelles). Ce retrait fait également écho à d'autres annonces, comme celle du retrait de LinkedIn en octobre dernier, bien que les raisons ne soient pas forcément similaires (voir [brèves du SER de Pékin du 11 octobre](#)).

Jeux vidéo : face à un environnement réglementaire plus restrictif, certains acteurs pourraient se tourner vers les marchés étrangers

Plusieurs entreprises leaders dans les jeux vidéo, comme Netease, Baidu, Lilith, IGG, ont [mis un terme](#) à de nombreux projets sur le marché chinois et procédé à des licenciements.

Depuis juillet 2021, aucune licence n'a été accordée par l'Administration nationale de la presse et de la publication (NPPA). Depuis mai 2019, l'attribution de ces licences était habituellement relayée par une liste mensuelle des nouveaux jeux vidéo approuvés. En août dernier, le temps de jeux avait été restreint à 3 heures par semaine pour les mineurs (1 heure par jour les vendredi, samedi, dimanche – voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 30 août 2021](#)). Si le revenu de l'industrie reste stable, le taux de croissance a diminué de 26,7% à 6,5% depuis 2020.

Dans ce contexte, certaines entreprises chercheraient à s'étendre hors de Chine. Le CEO de Netease, deuxième entreprise chinoise du secteur (17,5% des parts de marché, derrière Tencent 51,5%), a indiqué chercher à [établir des partenariats](#) avec Microsoft et Activision Blizzard (en cours d'acquisition par Microsoft). L'entreprise opère déjà des produits de Microsoft (Minecraft) et Blizzard (Diablo Immortal). Netease chercherait également à diversifier son offre, dont la proposition de nouveaux jeux dans le métavers.

Entreprises : Huawei continue de chercher des relais de croissance

Huawei chercherait à se tourner vers le secteur des technologies vertes (stockage d'énergie, panneaux solaires), dans la continuité de ses recherches de relais de croissance. Selon Nikkei, l'entreprise aurait déjà remporté un appel d'offre à Dubai pour la construction d'un centre de données utilisant l'énergie solaire. Huawei avait également annoncé diversifier ses activités vers les véhicules électriques. L'entreprise estime à 30% la diminution de son revenu en 2021 (634 Mds CNY soit 90 Mds EUR) ; contre une augmentation de [19% en 2019](#) en g.a.).

Dans le même temps, son ancienne marque de téléphone mobile Honor, cédée en novembre 2020, affiche un gain de parts de marché dans la téléphonie mobile, passant de 7% au T4 2020 à [17% au T4 2021](#).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Développement durable, énergie et transports

Climat : baisse de 3,8% de l'intensité carbone de l'économie chinoise en 2021 malgré une hausse de la consommation de charbon

Le Bureau national des Statistiques (NBS) de Chine a publié son [bilan annuel pour 2021](#) le 28 février, selon lequel l'intensité carbone de l'économie chinoise (émission de CO₂ par unité de PIB) a diminué de 3,8% en 2021. Si les émissions de CO₂ ne sont pas rendues publiques, une [étude](#) de l'Université de Groningue citée par le think tank *Carbon Brief* permet d'évaluer une augmentation de 4,5% en glissement annuel. Le CREA avait mis en évidence un [rebond](#) significatif de 9% au premier semestre 2021 en raison de la reprise de l'économie post pandémie puis une baisse à partir du troisième trimestre portée par la pénurie d'électricité et une chute de la demande en matériaux de construction.

La consommation totale d'énergie finale pour 2021 a augmenté de 5,2% en glissement annuel pour atteindre 5,24 Mds de tonnes équivalent charbon, en raison d'un recours accru au gaz (+12,5%), au pétrole (+4,1%), au charbon (+4,6%) et à l'électricité (10,3%). L'agence de presse britannique *Reuters* [souligne](#) que la consommation totale d'énergie et de charbon de Chine ont enregistré tous les deux la plus forte augmentation depuis 2011. Malgré cette hausse, la part du charbon dans le bouquet énergétique chinois a connu une baisse de 0,9 point de pourcentage pour arriver à 56% du total. Les énergies renouvelables, quant à elles, représentent une part de 25,5% avec une augmentation de 1,2 point de pourcentage par rapport au 2020.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<i>Augmentation du PIB</i>	+7,4%	+6,9%	+6,7%	+6,9%	+6,6%	+6,1%	+2,3%	+8,1%
<i>Intensité carbone*</i>	-	-	-	-5,1%	-4,0%	-4,1%	-1,0%	-3,8%
<i>Intensité énergétique</i>	-4,8%	-5,6%	-5,0%	-3,7%	-3,1%	-2,6%	-0,1%	-2,7%
<i>Part du charbon dans la consommation énergétique</i>	66,0%	64,0%	62,0%	60,4%	59,0%	57,7%	56,8%	56,0%

(Source : Bureau national des Statistiques)

*Pékin a intégré l'objectif de réduction d'intensité carbone au plan national depuis le 12^{ème} quinquennat (2010 – 2015). Cependant, ce n'est qu'à partir de 2017 que le NBS a commencé à publier ces données dans son bulletin annuel.

Energie : nouvelle étape franchie pour le déploiement d'un gazoduc entre la Russie et la Chine, bien qu'à court terme les industriels chinois soient encouragés à chercher des alternatives aux commodités énergétiques russes face aux sanctions occidentales

Le 28 février, Gazprom, l'entreprise d'Etat russe ayant le monopole des exportations de gaz, a [annoncé](#) la signature d'un contrat avec la Mongolie pour la conception du gazoduc Soyuz Vostok, extension du projet « Power of Siberia 2 » qui traverserait la Mongolie jusqu'à la Chine. Celui-ci permettrait d'acheminer annuellement 50 Mds de m³ de gaz russe vers la Chine, bien qu'aucun accord d'approvisionnement n'ait encore été conclu entre les deux pays. Pour rappel, la Russie avait signé avec la Chine début février un contrat de fourniture en gaz sur 30 ans, à hauteur de 10 Mds de m³ par an, ainsi que le renouvellement d'un contrat majeur d'approvisionnement en pétrole (voir [Brèves du SER, semaine du 7 février](#)).

Cependant la capacité de la Chine à remplacer le marché européen pour la Russie reste très limitée : à titre de comparaison Gazprom a fourni à l'Europe et à la Turquie environ [177 Mds de m3](#) de gaz naturel en 2021, contre [16,5 Mds de m3](#) à la Chine. Le projet NordStream 2, dont la certification a été suspendue par les sanctions européennes, concerne lui la fourniture annuelle de 55 Mds de m3 de gaz russe au marché européen.

Face aux sanctions occidentales et aux risques qu'elles font peser sur la chaîne d'approvisionnement en commodités russes – notamment charbon et gaz –, les [autorités chinoises](#) et certaines [banques d'Etat](#) ont appelé les industriels et entreprises d'Etat à trouver des alternatives à celles-ci pour garantir la sécurité énergétique. Pour rappel, la Russie représentait 15% des importations de charbon vers la Chine en 2021 (<0,3% de la consommation nationale) et était le troisième fournisseur du pays en gaz avec 10% des importations (sous forme gazeuse par gazoduc et sous forme liquéfiée). Ainsi, avec une dépendance énergétique à la Russie relativement limitée, la Chine pourrait à court terme augmenter sa production nationale et avoir recours à d'autres pays fournisseurs pour ses importations.



Source: [Russia Briefing](#)

Transport aérien : Air France maintient son exploitation vers la Chine, en contournant la Russie

A la suite de nombreuses décisions internationales et [européennes](#) d'exclure les compagnies russes de leur espace aérien, dont [la France](#) depuis le 27 février, Air France a réorganisé son exploitation vers la Chine pour contourner l'espace aérien russe. Le 28 février, la Russie a annoncé prendre des [rétorsions symétriques](#) contre les compagnies aériennes battant pavillons de 36 Etats, dont celles des 27 Etats membres de l'UE. Le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) avait publié le 25 février [un communiqué](#) condamnant l'invasion russe de l'Ukraine et la violation de son intégrité territoriale, incluant son espace aérien, incompatible avec la Charte des Nations Unies et l'article 1^{er} de la Convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944 (aussi connue comme « Convention de Chicago »), qui stipule que « *les États contractants reconnaissent que chaque État a la souveraineté complète* ».

Au départ de France, les routes transsibériennes sont les plus courtes pour rejoindre l'Asie du Nord (Chine, Corée et Japon). La compagnie française a déposé des plans de vols alternatifs à l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), qui a promptement approuvé un plan de vol suivant une route au sud de la mer Noire et le survol de l'espace aérien du Kazakhstan, longeant le sud de la Mongolie avant de pénétrer en Chine. La durée des vols passagers réguliers d'Air France AF198/193 Paris CDG – Shanghai PVG – Paris CDG (chaque lundi et jeudi au départ de Paris) est augmentée d'environ une heure depuis Paris, et de près de deux heures pour le vol retour au départ de Shanghai. Ces vols incluent des escales techniques à Séoul ICN à l'aller comme au retour, pour rotation des équipages d'Air France, car la compagnie française organise par ailleurs un contournement des mesures sanitaires chinoises depuis l'été 2020 afin d'éviter que ses équipages soient soumis aux contraintes de dépistage contre le COVID-19, systématiques pour tous les entrants sur le territoire chinois, et aux risques afférents d'une retenue d'un membre d'équipage, ou de l'organisation d'un rapatriement sanitaire, en cas de résultats positifs.

A noter que la validation des survols de la Chine par cette « route sud » concerne également les dessertes d'Air France en Corée et au Japon. La connexion à Tokyo est d'ailleurs nécessaire pour assurer la continuité territoriale avec les collectivités territoriales françaises dans le Pacifique.

De leur côté, les compagnies chinoises n'ont pas modifié pour l'heure leur exploitation normale entre la Chine et l'Europe, y compris en survolant la Russie (aucune exclusion croisée de leurs espaces aériens respectifs n'a été décrétée entre les deux Etats voisins). Elles pourront reprendre leurs vols vers Paris, dès qu'elles auront purgé la période de sanctions liés à l'application du dispositif dit de « circuit breaker », sanctionnant les transporteurs aériens d'annulation de vols si un nombre trop important de passagers entrant en Chine sont diagnostiqués positifs au COVID-19 lors de leur arrivée en Chine ou au cours de leur quarantaine (Voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 7 février](#)).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Zhejiang : Huzhou va devenir une zone pilote de financement vert

Située à l'Est de la Chine dans la province du Zhejiang, la ville de Huzhou a été choisie comme zone pilote pour l'utilisation de nouveaux mécanismes de financement vert qui pourraient être mis en œuvre à l'échelle nationale. Pour ces raisons, Huzhou a publié un plan finance verte (深化建设绿色金融改革创新试验区探索构建低碳转型金融体系的实施意见) pour soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone, notamment pour les industries à forte consommation d'énergie. Une variété d'outils financiers est proposée comme l'émission d'obligations ou encore des produits d'assurance. La ville va également élaborer une méthodologie pour la mesure des émissions et construire une plateforme de données environnementales afin de réduire les risques pour les institutions financières participantes.

Source : [湖州市人民政府办公室关于深化建设绿色金融改革创新试验区探索构建低碳转型金融体系的实施意见 \(huzhou.gov.cn\)](http://huzhou.gov.cn)

Zhejiang : plans pour la prospérité commune dans le « triangle de fer » du Zhejiang (Hangzhou, Ningbo, Wenzhou)

Afin de construire une zone modèle de prospérité commune, le "Triangle de fer" du Zhejiang - Hangzhou, Ningbo et Wenzhou – élabore des plans d'action pour les cinq années à venir. Hangzhou sera la vitrine du développement de haute qualité et de la prospérité commune de la région. La ville travaillera en particulier sur la sécurité de l'emploi, un système d'assistance sociale et le développement de services publics. Ningbo travaillera sur sa zone côtière et approfondira sa réforme du système de redistribution des revenus en assurant, entre autres, l'accès à une sécurité sociale. Dans le secteur du logement des subventions seront mises en place pour aider les nouveaux arrivants et les jeunes à s'installer. Wenzhou mettra l'accent sur la revitalisation de son industrie, de son port et de son patrimoine culturel. À la fin du 14e plan quinquennal, la ville s'efforcera d'atteindre un PIB de 1000 mds USD. Chaque ville cherchera à faciliter la prise en charge des personnes âgées et à réduire les écarts entre ruraux et urbains.

Source : ([The paper](#))

Anhui : création d'un pôle stratégique pour les industries émergentes à Hefei pendant le 14e plan (2021-2025)

La province de l'Anhui a publié son 14e plan quinquennal pour l'innovation scientifique et technologique. Dans ce cadre, l'Anhui souhaite construire un centre scientifique national d'influence mondiale à Hefei en transformant la "Silicon Valley de l'université des sciences" (科大硅谷) en un pôle stratégique pour les industries émergentes. L'objectif du centre sera d'effectuer des percées technologiques dans les domaines de l'informatique quantique, de l'énergie, de la fusion nucléaire, des circuits intégrés, de la vie et de la santé, de l'environnement, des technologies du futur et des données (applications logicielles, Internet des objets, technologie et applications de la blockchain, technologies de sécurité de l'information, informatique en nuage, big data...).

D'ici 2025, le centre rassemblera plus de 100 000 talents, disposera de fonds à plusieurs niveaux d'une valeur de plus de 200 mds CNY, rassemblera plus de 10 000 entreprises et institutions de recherches scientifiques et technologiques, et comptera plus de 50 sociétés cotées en bourse et licornes. Hefei devrait devenir une référence en matière d'innovation scientifique et technologique en Chine. A travers ce centre, l'Anhui renforcera le niveau de la zone nationale de démonstration de l'innovation de HeWuBeng. D'ici 2025, la zone de démonstration comptera 8 000 entreprises de haute technologie, 80 mds CNY de contrats technologiques et 100 incubateurs technologiques et espaces de crowdsourcing de niveau national.

En ce qui concerne la recherche fondamentale, l'Anhui se concentrera sur la science quantique, la science de la fusion par confinement magnétique, la science du cerveau, de la vie, de l'air et de l'espace, et la science des matériaux. Des laboratoires nationaux, des universités et des instituts de recherche de haut niveau seront construits à cet effet, et les entreprises seront encouragées à renforcer leur recherche fondamentale. La recherche sur des domaines comme la supraconductivité, la propulsion par plasma, le magnétisme nucléaire à haute intensité de champ, les lasers avancés et la protection électromagnétique sera orientée pour les applications industrielles.

Source : ([The paper](#))

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Accélération des départs : Hong Kong enregistre un flux net sortant de 71 354 personnes au cours du mois de février, soit près de 1% du total de la population locale

Les statistiques du Département de l'immigration hongkongais font état de 94 306 départs au cours du mois de février, pour 22 681 arrivées soit un flux net sortant de 71 354 personnes. Ce chiffre représente ainsi une forte accélération après le flux net sortant de 16 879 personnes en décembre 2021 puis 15 252 en janvier 2022, liée à la crainte de mesures draconiennes face à la circulation épidémique (280 000 cas positifs enregistrés au cours des deux premiers mois de l'année, contre un total de 12 000 en 2020 et 2021, avec un record de 56 827 nouveaux cas et 144 décès sur la journée du 3 mars). Un possible confinement d'une durée minimale de 9 jours est aujourd'hui évoqué ainsi qu'une campagne de tests de toute la population, bien que les détails définitifs n'aient pas encore été annoncés.

Flux de capitaux : le dollar hongkongais poursuit sa baisse face au dollar US

Le dollar hongkongais s'échange actuellement à un cours de 7,81 USD/HKD, soit son niveau le plus bas face à la devise américaine depuis près de 2 ans. Le HKD se rapproche ainsi de la borne faible de son couloir de fluctuation face au dollar US (7,75-7,85), sans nécessiter d'intervention de la HKMA pour défendre le peg à ce stade. Plusieurs banques d'investissement dont Bank of America et Daiwa Capital Markets anticipent toutefois que le dollar hongkongais pourrait poursuivre son repli et franchir prochainement la barre des 7,85 USD/HKD, ce qui conduirait à une intervention de change de la HKMA, la première depuis 2020.

Le recul du dollar hongkongais est en partie lié à la remontée anticipée des taux directeurs américains : celle-ci s'est jusqu'ici répercutée de manière incomplète sur les taux en HKD en raison de l'ample liquidité au sein du système bancaire hongkongais, poussant le *spread* US Libor 3M – HIBOR 3M à son niveau le plus élevé depuis plus de deux ans et rendant de fait les placements en HKD moins attractifs, entraînant des sorties de capitaux vers les Etats-Unis et poussant ainsi le HKD à la baisse.

Bourse : forte contraction du titre de l'opérateur de la bourse de Hong Kong HKEX suite à des résultats jugés décevant au 2nd semestre

Le cours de l'action HKEX (l'opérateur de la bourse de Hong Kong, lui-même coté) s'est contracté de 20,1% depuis le début de l'année (dont -18% en février) suite à la publication en février de résultats jugés décevants au 2nd semestre 2021. Le bénéfice net de HKEX s'est en effet contracté de 8,6% en g.a au cours du T4-2021, marquant ainsi un troisième recul trimestriel consécutif suite au ralentissement du volume des transactions ainsi que des nouvelles introductions en bourse.

La tendance en 2021 demeure toutefois positive pour HKEX en raison de la bonne performance du 1^{er} trimestre en matière de volumes échangés et d'introductions en bourse. Ainsi le bénéfice net de HKEX en 2021 progresse de 9% à 12,5 Mds HKD (1,6 Mds USD). Les volumes moyens échangés via le canal Nord-Sud des Shanghai et Shenzhen Stock Connect ont par ailleurs progressé de 71% au cours de l'année 2021, participant à compenser la baisse des revenus liés aux nouvelles introductions en bourse qui ont reculé de 17% à 331,4 Mds HKD (42,4 Mds

USD). Hong Kong a ainsi perdu deux rangs au classement des principales bourses mondiales en matière d'IPO, se trouvant désormais derrière le NASDAQ, le NYSE et le Shanghai Stock Exchange selon EY.

Bourse : la contraction du HSI se poursuit

A la mi-journée du vendredi 4 mars, l'indice de référence de la bourse de Hong Kong marquait une contraction de 3,9% sur la semaine, dont -2,7% sur la séance du jour, s'orientant ainsi vers une 3^{ème} contraction hebdomadaire consécutive. La baisse cumulée du HSI au cours du dernier mois glissant s'élève ainsi à -11%, contre -3% pour le S&P 500 et +0,8% pour le Shanghai Composite Index. Parmi les fortes baisses enregistrées à la mi-journée du 4 mars, Alibaba perdait près de 5% à la bourse de Hong Kong, Meituan 7,1% et Tencent 3,8%. Les titres cotés à Hong Kong avaient pourtant légèrement rebondi la veille (+1,2% pour le HSI) suite à une annonce rassurante de la FED quant au rythme de remontée des taux mais l'aggravation de crise en Ukraine semble avoir de nouveau pénalisé les marchés actions.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Renouvellement des licences des casinos : les licences des six casinos sont prolongées de six mois jusqu'au 31 décembre 2022

Le secrétaire à l'économie et aux finances de Macao, M. Lei Wai Nong, a annoncé le 3 mars le prolongement des licences de six opérateurs de jeux de casino qui expiraient le 26 juin 2022 jusqu'au 31 décembre 2022. Le gouvernement a annoncé son intention de finaliser la révision de la loi sur les jeux avant le 26 juin et de lancer ensuite le processus d'appel d'offres.

Pour mémoire, le gouvernement de Macao avait déjà prolongé de 2 ans les licences de SJM et MGM Grand Paradise en mars 2019, les plaçant sur un pied d'égalité avec les 4 autres casinos.

Revenus de l'industrie du jeu : en hausse en février de 6% en g.a.

Les revenus des casinos augmentent en février de 6% en g.a et de 22,3% par rapport à janvier pour atteindre 964 M USD en raison d'une hausse de 25,4% en g.a du nombre de visiteurs (113 699) pendant les vacances du Nouvel An chinois début février. Leurs revenus ont toutefois reculé de -8% en g.a au cours des 2 premiers mois 2022 (g.a.) et restent en retrait de -72% par rapport à 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Crise ukrainienne : l'exposition financière de Taïwan en Russie et en Ukraine estimée à 7 Md EUR

Selon la Financial Supervisory Commission (FSC) le montant des expositions des institutions financières taïwanaises à l'égard de la Russie et de l'Ukraine s'élevait fin janvier à 217,9 Mds TWD (7 Mds EUR), contre 229,1 Mds TWD en décembre 2021. Ce montant est composé d'investissements du secteur financier (143,3 Mds TWD au total dont 138,2 Mds TWD en provenance des assureurs taïwanais et 5,1 Mds TWD des banques taïwanaises) et d'investisseurs individuels (74,6 Mds TWD dont 67,5% via des fonds offshore). Taiwan a déclaré prendre part aux sanctions économiques internationales contre la Russie. Les contrôles à l'exportation seront renforcés pour certains produits stratégiques comme les semi-conducteurs conformément à l'Arrangement de Wassenaar (1996). TSMC a annoncé suspendre ses exportations vers la Russie. Le commerce bilatéral entre Taïwan et la Russie, s'est établi à 6,3 Mds USD, en 2021, dont 1,3 Mds USD d'exportations taïwanaises (0,76% du total). Les importations taïwanaises s'élèvent à 4,93 Md USD. La Russie représente 10% des importations de GNL de l'île mais le contrat à terme n'a pas été renouvelé en mars. D'après le Taiwan Institute of Economic Research (TIER), ces sanctions devraient avoir un impact faible sur les industries TIC de l'île. Les exportations taïwanaises de semi-conducteurs vers la Russie s'élèvent à 20 M USD, soit 0,01% du total (155 Mds USD, +27,1% par rapport à 2020) des exportations taïwanaises dans ce secteur. Par ailleurs, M. JUAN Ching-Hwa, vice-ministre des Finances et responsable de la gestion du Fonds de stabilisation national, a indiqué que le MOF suivait l'évolution des principaux marchés boursiers internationaux. Il n'exclut pas la possibilité de recourir à ce fonds pour soutenir la bourse taïwanaise si la situation l'exige.

PIB : les chiffres de la croissance économique en 2021 ont été revus à la hausse à 6,45%

D'après l'estimation publiée le 24 février par la DGBAS, le PIB taïwanais a augmenté de 6,45% en 2021, contre 6,28% dans ses prévisions fin janvier. La contribution du commerce extérieur à la croissance s'est établie à 1,90 pb (les exportations de biens et de services augmentent de +32,18%), suite à la hausse enregistrée au cours des deux premiers trimestres (respectivement +4,83 pb et +4,45 pb). Quant à la demande domestique, l'investissement a progressé de 14,68%, contribuant à hauteur de 3,55 pb à la croissance du PIB. Les dépenses publiques (+3,81%) apportent également une contribution positive avec +0,53 pb alors que la consommation privée baisse (-0,38%) et y contribue négativement -0,18 pb. Pour 2022, la DGBAS table sur une croissance de 4,42% et une inflation de 1,93% (+1,96% en 2021), en estimant qu'une hausse des exportations (+5,53%) devrait se poursuivre au cours de cette année, tout comme la consommation privée (+5,10%) et l'investissement des entreprises privées (+5,65%).

Balance des paiements : l'excédent du compte courant a atteint 116 Mds USD en 2021

La dernière publication de la Banque centrale de Taiwan (CBC) sur la balance des paiements indique que, l'excédent du compte courant s'est établi, au 4ème trimestre 2021, à 32 Mds USD (contre 27 Mds au T4 2020). Il provient essentiellement du commerce de biens (excédent de 24,2 Mds USD contre 22,6 Mds USD au T4 2020) dans un contexte de croissance, en glissement annuel, des exportations (+32,7%), en raison de la demande externe continue de produits électroniques liés à la transformation digitale et à l'application des technologies émergentes. Le commerce de services, quant à lui, enregistre également un excédent de 3,9 Mds USD, résultant de la hausse des prix du fret aérien et du fret maritime issue de la pénurie de conteneurs et de la congestion

portuaire. Pour l'ensemble de l'année 2021, l'excédent du compte courant s'établit à 116 Mds USD. Par ailleurs, les sorties nettes du compte financier s'élèvent à 104,6 Mds USD : les investissements en portefeuille affichent un solde négatif, tirés par des investissements importants des compagnies d'assurance taiwanaises dans les titres de créance (*debt securities*) à l'étranger (81,1 Mds USD), on observe également une baisse des investissements étrangers dans les actifs taiwanais (*equity*) (-20 Mds USD).

Finance: CTBC nommée banque la plus valorisée à Taiwan

Le « Banking 500 2022 » réalisé par le consultant britannique « Brand Finance » et le magazine « The Banker », classe la banque taiwanaise [CTBC au 141ème rang \(153ème en 2021\) avec une marque estimée à 1,65 Mds USD \(+22% en glissement annuel\). Elle reste la plus valorisée des banques taiwanaises](#), suivie de E.Sun (167e), Taishin (210e), Mega Bank (211e) et Fubon (218e). Selon Brand Finance, CTBC a réussi à développer ses activités bancaires pendant la pandémie en renforçant l'utilisation des outils numériques dans les services bancaires. CTBC a réalisé un revenu net d'un peu plus de 1 Md USD en 2021 (+9% en g.a.), premier du secteur bancaire de l'île en termes de revenus, de bénéfices et d'actifs. CTBC dispose de 375 implantations dans 14 pays/régions. En 2021, a pris une participation de 46,6% du capital du groupe financier thaïlandais LH Financial Group PCL, consolidant ainsi sa présence en ASEAN qui est devenue une destination privilégiée des investissements taiwanais.

UMC : le deuxième fondeur taiwanais renforce ses capacités de production à Singapour et à Taiwan

Le fondeur taiwanais UMC (n°3 mondial) a annoncé un investissement de 5 Mds USD dans la construction [d'un nouveau site de production à Singapour](#), adossé à son site existant [Fab 12i](#). La production de cette nouvelle usine dédiée [aux puces de 22/28 nm](#) devrait démarrer fin 2024 avec une capacité de 30 000 wafers par mois. Cet investissement doit lui permettre de répondre à la demande d'applications 5G, IoT et d'électronique automobile. Parallèlement, UMC renforce ses capacités de production à Taiwan avec notamment l'extension de son implantation à Tainan (3,6 Mds USD).

Semi-conducteurs : un environnement en pleine évolution

La production de semi-conducteurs taiwanaise a augmenté de 25,9 % en 2021 pour atteindre un montant record de [4100 Mds TWD](#) (147 Mds USD) alors que la demande continue d'augmenter dans un contexte de pénurie mondiale. Cette tendance devrait se poursuivre, accentuée par la demande de puces avancées. L'Institut de Recherche en Technologie Industrielle (ITRI) estime que la valeur de la production devrait ainsi atteindre 4500 Mds TWD en 2022 et 5000 Mds en 2025. Les géants de la Tech ont pris des mesures pour s'approprier et intégrer « en interne » des éléments essentiels de la chaîne d'approvisionnement de puces, notamment la partie conception « design ». Cette tendance pourrait à terme avoir un impact négatif sur les concepteurs « fabless » tels qu'AMD, Nvidia et Qualcomm, et bénéficier aux fondeurs les plus performants, comme TSMC et Samsung. TSMC a d'ores et déjà profité de l'augmentation de la demande de puces logiques avec une part de marché de 50% (contre 17% détenue par son concurrent Samsung). Le groupe taiwanais a enregistré en 2021 un CA de l'ordre de 1590 Mds TWD (57,4 Mds USD), en progression de 18,5% par rapport à 2020.

Mobilité électrique : Foxconn et Yulon livrent leur premier bus électrique à la ville de Kaohsiung

La [co-entreprise Foxtron](#) qui associe Foxconn et le constructeur automobile taïwanais Yulon, s'apprête à livrer à Kaohsiung son premier bus électrique (Model T) au [San Ti Group](#), entreprise taïwanaise opérant dans le secteur de la construction et qui s'est développé, suite à l'acquisition de la société North Star en 2014, dans le secteur des services énergétiques (production électrique d'origine solaire, stockage de l'électricité et solutions de recharges électriques). Au-delà de ses développements à Taiwan, Foxconn a multiplié les partenariats [à l'international](#) ces derniers mois (co-entreprise en Arabie saoudite, coopération aux USA avec Lordstown Motors, développement en Thaïlande, et projets en Indonésie avec Gogoro etc.). Au cours des cinq prochaines années, le groupe anticipe des gains issus de son activité dédiée à la mobilité électrique à 1 000 Mds TWD (environ 32,3 Mds euros).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Ohran Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr